

PRÉFÈTE DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 04 avril 2014

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSÉES

ETABLISSEMENTS FAIVRE

Commune de LEVET

Rapport relatif à la demande de régularisation d'exploiter

Objet : Demande de régularisation d'autorisation d'exploiter une installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) – demande d'agrément « centre VHU »

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 1^{er} août 2012, monsieur Dominique FAIVRE, agissant en qualité de gérant des Ets FAIVRE, dont le siège social est actuellement situé rue des Cèdres, sur la commune de Levet (18340), sollicite l'autorisation d'exploiter un centre de récupération automobiles à la même adresse, sur les parcelles section AP n°188, 292, 295, 296, 306, 307, 308, 309 et 475 dans le cadre de la régularisation administrative de ses activités de centre véhicules hors d'usages (VHU). En parallèle, il sollicite l'obtention d'un agrément « centre VHU ».

A cet effet, un dossier auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 17 septembre 2012, complété par courriel du 11 octobre 2012 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 11 octobre 2012.

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement par le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012, l'activité exercée par les Ets FAIVRE relève désormais du régime de l'enregistrement.

.../...

PJ : 1 plan de localisation
1 plan de masse
1 projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement
Copies à : DREAL Centre – SEIR

Horaires d'ouverture 8h30-11h30 / 14h-16h30
Tél. : 02 34 34 63 40 - Fax : 02 34 34 63 10
6, Place de la Pyrotechnie – CS 70004
18021 Bourges Cedex
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement (autorisation simplifiée) prévu à l'article L. 512-7 du code de l'environnement et sont classables selon les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

Rubrique	Alinéa	Régime E, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume
2712	1b	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage	Surface de l'installation	≥ 100 et < 30 000	m ²	16 148 m ²
1220		NC	Emploi et stockage de l'oxygène	Quantité maximale stockée	< 2	t	0,05 t
1418		NC	Acétylène (stockage ou emploi de l')	Quantité maximale stockée	< 100	kg	35 kg
1432	2	NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	Capacité équivalente totale	≤ 10	m ³	5,33 m ³
1435		NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.	volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué	≤ 100	m ³	31,4 m ³

E (enregistrement) ; NC (Non Classé)

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

Les Ets FAIVRE ont exercé une activité de gardien de la fourrière départementale du Cher sur la commune de Levet jusqu'en 2012. Le demandeur effectue la dépollution et le démontage de véhicules et le négoce de pièces détachées automobiles sur le même site que l'ancienne fourrière. Le site s'étend sur une surface de 1,6 hectare environ, dont un bâtiment d'une surface de 905 m², dans le nord-est du bourg de LEVET.

L'environnement du site est constitué par des bâtiments occupés par des entreprises industrielles, artisanales ou commerciales au nord et à l'est, par un champ à l'est, par le cimetière communal à

l'ouest et au sud par une fourrière judiciaire et une zone pavillonnaire. 4 personnes sont employées sur le site.

Un plan de localisation de l'établissement est joint au présent rapport.

Les VHU non dépollués sont entreposés devant l'atelier de dépollution des VHU (bâtiment du site) sur une surface imperméabilisée et à raison de 2 véhicules au maximum.

Une zone est dédiée pour le stockage des véhicules dépollués (1190 au maximum) et une autre pour les véhicules dépollués en attente d'évacuation du site. Un plan de masse du site est joint au présent rapport.

1.3. Présentation de la demande

Les Ets FAIVRE souhaitent régulariser leur activité de réception, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (VHU) afin de revendre les pièces détachées issues de ces VHU. La surface totale prévue pour l'activité de « centre VHU » est de 16 148 m². 1000 VHU pourront être admis sur le site par an. Ceux-ci seront ensuite évacués puis traités par un broyeur agréé, notamment vers le site de La-Chapelle-Saint-Ursin de la société RIC ENVIRONNEMENT.

1.4. Cadre administratif de l'instruction

Le cadre administratif est une régularisation administrative au titre des installations classées pour la protection de l'environnement pour l'activité « centre VHU ». De plus l'activité de « centre VHU » requiert un agrément préfectoral.

Un dossier de demande d'autorisation d'exploiter, auquel a été jointe une demande d'agrément préfectoral a été déposé en préfecture le 17 septembre 2012. Compte tenu de la nature des activités exercées sur le site (rubrique à autorisation lors du dépôt du dossier), la demande a donc suivi une procédure d'instruction comportant une enquête publique conformément aux dispositions des articles R 512-2 à R 512-27 du Code de l'Environnement. Elle a été jugée complète et régulière le 11 octobre 2012.

Le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les seuils de classement de la rubrique 2712 sous laquelle l'établissement relevait du régime de l'autorisation ont été modifiés comme suit :

- Rubrique 2712 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage)

1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant :	Régime de classement
a) supérieure ou égale à 30 000 m ²	autorisation
b) Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ²	enregistrement
2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m ²	autorisation

De ce fait, l'établissement relève désormais du régime de l'enregistrement.

L'article R512-46-30 du code de l'environnement prévoit que pour les installations relevant précédemment du régime de l'autorisation, et se trouvant soumises au régime de l'enregistrement suite à une modification du classement de la nomenclature, les dossiers de demande d'autorisation régulièrement déposés avant l'entrée en vigueur de la modification du classement ainsi que dans les deux mois suivant cette entrée en vigueur sont instruits selon les règles de procédure du régime de l'autorisation.

Pour les Ets FAIVRE, le dossier de demande d'autorisation a été régulièrement déposé avant l'entrée en vigueur du décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 précité. La procédure administrative à appliquer est donc celle du régime de l'autorisation soumis à enquête publique

mais au final, en cas d'autorisation l'exploitant se verra notifier un arrêté préfectoral d'enregistrement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 13 décembre 2012 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que :

« Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement.

L'analyse des effets sur les eaux superficielles et l'analyse des effets potentiels d'un incendie sont clairement développées. Sur les autres enjeux, le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement.

Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet. »

2.2. Enquête publique

L'arrêté préfectoral du 5 décembre 2012 prescrit une enquête publique relative à la demande présentée.

L'enquête s'est déroulée du 14 janvier au 15 février 2013 inclus sur le territoire de la commune de Levet

Le registre d'enquête publique mis à la disposition sur la commune de Levet ne mentionne aucune observation.

2.3. Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur a émis, dans son rapport en date du 15 mars 2013, un avis favorable.

2.4. Avis du conseil municipal de Levet

Lors de sa délibération en date du 18 janvier 2013, le conseil municipal de Levet a émis un avis favorable sur le dossier présenté par le pétitionnaire.

2.5. Avis des services consultés

2.5.1. Avis de la direction départementale des territoires (DDT)

Par courrier du 8 janvier 2013 , le DDT a formulé les observations suivantes :

« Accès routiers et sécurité routière

Le réseau routier départemental n'est pas impacté par ce projet.

Le calibrage des voiries communales devra être vérifié par le pétitionnaire auprès de la mairie, afin de s'assurer que le trafic poids-lourds n'aura pas d'incidence sur les structures de chaussées.

Le dossier ne comporte pas de plan d'accès du site et de circulation interne. Il conviendra de mettre en place des règles de circulation aux différentes entrées/sorties.

Environnement

Prélèvement

Le projet prévoit la réalisation d'un forage pour utiliser l'eau à titre d'usage industriel (lavage, nettoyage). Le volume prélevé sera inférieur à 1 000 m³/an, ce prélèvement ne relève pas de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.

Par contre, il devra faire l'objet d'une déclaration en mairie à l'aide du document cerfa n° 13837*02, ci-joint.

Eaux usées domestiques

L'étude d'impact apporte des informations contradictoires en matière d'eaux usées. Elle mentionne que le volume d'eau consommé annuellement à usage principalement domestique (vaisselle, sanitaires, vestiaires et douches, ...) sera d'environ 30 m³.

Par ailleurs, elle précise que le réseau d'assainissement ne parvient pas jusqu'à l'établissement et qu'en attendant la création d'un réseau public d'assainissement, le site ne produit pas d'eaux usées.

Ce point devra être clarifié afin de savoir si le traitement des eaux usées sera effectué par la station d'épuration communale ou si une installation d'assainissement non collectif est nécessaire. En cas d'installation d'un système d'assainissement non collectif, celui-ci devra être intégré au projet et faire l'objet de contrôles par le service public d'assainissement non collectif (SPANC).

Eaux pluviales

La méthode de calcul utilisée pour dimensionner le bassin de rétention prend en compte les paramètres de volume de pluie et de débit de fuite sans tenir compte des paramètres qualitatifs des eaux rejetées au milieu naturel. De plus, la méthode de calcul de la surface active est erronée.

L'installation doit être dimensionnée en fonction des caractéristiques du milieu récepteur. L'étude d'impact devra intégrer un calcul de dilution sur les paramètres DBO₅, DCO, MES prenant en compte le QMNA5 du milieu récepteur. Il conviendra d'utiliser la méthode des pluies qui permet de connaître le volume maximum à contenir pour un temps donné et de vérifier que les objectifs de qualité du milieu sont bien respectés.

Par ailleurs, le bassin de stockage devra être muni d'une cloison siphonée afin d'améliorer le piégeage des hydrocarbures.

Eaux d'extinction d'incendie

Les eaux d'extinction d'incendie seront rejetées dans le milieu naturel ou traitées par un centre autorisé. Ces eaux devront faire l'objet d'une analyse au minimum sur les paramètres DCO, DBO₅, MES, Hydrocarbures totaux, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc, avant leur évacuation du site.

Risques naturels et technologiques

Le projet se situe en zone sensible aux inondations par remontée de la nappe. Ce secteur est considéré à risques par la présence d'une nappe d'eaux souterraines entraînant une possibilité de transfert de polluants hors du site. En effet, le stockage de VHU même dépollués sur un terrain nu peut provoquer des pollutions vers la nappe lors d'épisodes critiques.

Une surveillance des eaux souterraines devra être mise en place avec :

- un piézomètre implanté en partie basse du terrain,
- des prélèvements pour constater l'évolution de l'état des eaux, l'analyse devra être faite au minimum sur les paramètres DCO, DBO₅, MES, Hydrocarbures totaux,
- un premier bilan après l'implantation du piézomètre, puis un bilan quadriennal pourrait être prescrit.

Compte-tenu de ces éléments, j'émet un avis défavorable à cette demande d'autorisation. Le pétitionnaire devra préciser le devenir des eaux usées d'origine domestique et démontrer que les rejets d'eaux pluviales respectent les objectifs de qualité du milieu. »

2.5.2. Avis de l'Institut National des Appellations d'Origine (INAO)

Par courrier du 29 janvier 2013, l'INAO a informé que l'activité projetée est incluse dans l'aire géographique de l'Appellation d'Origine Protégée « Crottin de Chavignol », et dans les aires géographiques des Indications Géographiques Protégées « Val de Loire » et « Volailles du Berry » et que néanmoins aucune objection n'est à formuler à l'encontre du projet.

2.5.3. Avis du service départemental d'incendie et de secours (SDIS)

Par courrier du 2 janvier 2013, le directeur du SDIS a émis les observations suivantes :

« - Réaliser la protection incendie par des extincteurs appropriés aux risques, en quantité suffisante, et les maintenir en bon état d'entretien.

- Doter le bâtiment d'un organe de coupure électrique général, facile à atteindre par les sapeurs-pompiers depuis l'extérieur et parfaitement identifié.

- Apposer un plan schématique à chaque entrée dans le bâtiment, conforme aux normes, sous forme de pancarte inaltérable, destiné à faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers.

- La vidéo surveillance avec enregistrement ne peut pas être considérée comme un moyen de détection d'atmosphère explosible (C6.3.2).

- L'analyse des effets domino possibles intègre la propagation de l'incendie vers le hangar mais pas vers le stock de VHU. Pourtant, aux vues de la base de données ARIA et compte-tenu des éléments photographiques d'organisation du stockage (page 27 entre autre), il semble que l'occurrence de ce type de scénario n'est pas à écarter.

L'analyse du besoin en eau à partir de la D9 que vous formulez semble peu crédible face à un scénario impliquant le stockage VHU (le calcul pour le hangar donnant 66,7 m³/h). Ce débit correspondant de peu à un débit exigé sur un simple bâtiment isolé, alors que la base ARIA illustre de nombreux cas où 3 ou 4 lances incendies ont été nécessaires (soit un débit minimum de 120 m³/h).

Ce débit est cependant disponible au travers des hydrants publics du secteur.

Pour ce point, le respect des allées de 3 m entre blocs sera déterminant.

- Le calcul de rétention, effectué au moyen de la D9A ne concerne que la rétention des eaux d'extinction du hangar.

- Le projet est soumis à la réglementation du code du travail et de l'environnement.

Le service départemental d'incendie et de secours du Cher émet un avis favorable sur ce projet d'arrêté préfectoral. »

2.6. Réponse apportée par l'industriel

Par courrier du 16 avril 2013, le pétitionnaire a indiqué qu'il réalisera les mesures demandées par le SDIS dès l'obtention de l'arrêté préfectoral. De plus, il s'engage à ne pas stocker les VHU dans un périmètre inférieur à 5 mètres autour du hangar et à mettre en place des allées de 3 mètres entre les zones de stockage des VHU dépollués.

Dans son courrier, le pétitionnaire répond aux demandes formulées par la DDT : il s'engage à remplir le formulaire ad hoc pour la réalisation du forage, à mettre en place un dispositif de traitement des eaux usées (raccordement au réseau collectif ou dispositif d'assainissement autonome) lorsque le site sera pourvu d'eau potable et à mettre en place un piézomètre pour le suivi des eaux souterraines au point bas du site.

Suite à des demandes de compléments de la DDT relatives à l'incidence du rejet des eaux pluviales sur le milieu, l'exploitant a justifié le faible impact de ses rejets notamment par la faible surface imperméabilisée du site (< 500 m²).

Par courrier du 20 juin 2013, la DDT a émis un avis favorable au dossier sous réserve de la prise en compte de ses recommandations dans le projet d'arrêté préfectoral. Ces mesures sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral notamment à l'article 2.2.4.

3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

Au vu des éléments fournis dans le dossier, les impacts prévisibles de l'installation sur l'environnement et les mesures envisagées pour les limiter sont les suivants :

3.1.1 Impact sur les paysages et la nature

Le site se situe en bordure d'une zone industrielle et de maisons d'habitation. Le site est entouré par une entreprise de transport au nord, des champs cultivés à l'est, par le cimetière communal à l'ouest et au sud par une fourrière judiciaire et une zone pavillonnaire. Une haie d'arbres (entre 5 et 8 mètres de haut) sépare le site du cimetière et de la zone pavillonnaire. L'intégration paysagère du site est donc considérée comme acceptable.

La zone Natura 2000 la plus proche du site (coteaux, bois et marais, calcaires de la champagne berrichonne) est localisée à 5 km. Les activités exercées sur le site n'ont pas d'incidence sur la zone Natura 2000.

3.1.2 Impact sur l'eau

Le site ne dispose pas actuellement de branchement d'eau potable. Les locaux administratifs ne sont pas compris dans le périmètre de l'installation classée pour la protection de l'environnement. L'exploitant prévoit la mise en place d'un forage sur le site avec une consommation annuelle d'eau de 24 m³ et un branchement au réseau communal d'eau potable pour une consommation annuelle de 30 m³. L'eau sera destinée à l'usage domestique.

Le site ne génère actuellement pas d'eaux usées domestiques. Dès lors que l'exploitant disposera d'un branchement d'eau potable, un dispositif d'assainissement sera mis en place (soit raccordement au réseau collectif, soit dispositif d'assainissement autonome).

Les eaux pluviales de toiture seront collectées puis acheminées vers une cuve de 10 m³. Ces eaux seront utilisées pour le nettoyage du site.

Les eaux de ruissellement des surfaces imperméabilisées dont l'aire de stockage des VHU en attente de dépollution seront collectées puis transiteront vers 2 cuves de rétention d'un volume unitaire de 70 m³ avant traitement par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans un fossé.

Le projet d'arrêté préfectoral prévoit un suivi annuel de ces rejets sur plusieurs paramètres (DCO, DBO₅, MES, métaux et hydrocarbures notamment).

L'impact sur l'eau généré par l'activité du site est considéré comme acceptable.

Par ailleurs, le projet d'arrêté préfectoral prescrit la mise en place de piézomètres en amont et en aval hydraulique du site avec un suivi annuel des eaux souterraines.

3.1.3 Impact sur l'air

Les sources d'émissions atmosphériques liées à l'activité du site sont les suivantes :

- gaz d'échappement du camion et du chariot élévateur manœuvrant sur le site,
- poussières générées par la manipulation des VHU.

L'impact sur l'air généré par l'activité du site est considéré comme non significatif.

3.1.4 Bruit

L'activité génère des nuisances sonores lors des opérations de manutention et des mouvements de circulation. Cette activité est limitée à une plage horaire maximale de 8h00 à 17h30 du lundi au vendredi. Les week-end et jours fériés, le site est fermé.

Le projet d'arrêté préfectoral prévoit la réalisation d'une mesure du niveau de bruit et de l'émergence tous les 6 ans, comme l'arrêté ministériel du régime d'enregistrement.

L'impact sonore généré par l'activité de l'établissement peut être considéré comme acceptable.

3.1.5 Gestion des déchets dont les VHU

Les déchets générés par l'activité de l'établissement sont :

- des boues du séparateur d'hydrocarbures (2 t par an),
- des déchets issus de la dépollution des VHU (huiles usagées, liquides de refroidissement, de frein, batteries, pneumatiques),
- des déchets ménagers.

Les déchets produits par l'activité du site sont triés par typologie, ensuite éliminés ou valorisés par des sociétés spécialisées selon leur nature. L'exploitant prévoit l'admission de 1 000 VHU par an.

La dépollution des VHU est effectuée dans un hangar. Les fluides issus de cette pollution sont entreposés sous abri sur des rétentions adaptées.

Les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage sont reprises dans l'annexe du projet d'arrêté joint au présent rapport. Ces dispositions définissent notamment les conditions de stockage et d'évacuation des déchets issus de la dépollution des VHU. L'exploitant s'est engagé à respecter ces prescriptions dans le cadre de la demande d'agrément centre VHU.

En conséquence, l'impact sur la gestion des déchets peut être considéré comme acceptable.

3.1.6 Transports

Le trafic engendré par l'activité du site est de l'ordre de 2 poids-lourds et 12 véhicules légers par jour.

L'accès au site se fait par la RD 2144. La part du trafic lié à l'activité du site sur cette route départementale est acceptable. En effet, le trafic journalier moyen généré par l'activité du site représente moins de 0,1 % du trafic de la RD 2144 (6 453 véhicules par jour en 2010 dont 743 poids-lourds).

3.1.7 Conditions de remise en état du site

Lors de la cessation d'activité, le démantèlement des installations sera réalisé avec élimination des déchets issus de celui-ci. Le pétitionnaire procédera à :

- l'évacuation des VHU et des déchets issus de leur dépollution vers des filières agréées,
- l'interdiction ou la limitation d'accès au site,
- un diagnostic des sols et sous-sols du site.

L'emplacement du site sera destiné à un usage industriel.

Un dossier de cessation d'activité au titre des installations classées sera élaboré.

3.1.8 Impact sur la santé

Le site ne présente pas d'impact particulier sur la santé humaine en raison d'absence d'émissions significatives de substances toxiques dans l'environnement de l'établissement (absence de rejets chroniques de polluants dans l'air ou dans les eaux et trafic faible engendré par l'activité du site).

3.1.9 Risques

Les risques liés à l'activité du site développés dans l'étude des dangers sont :

- l'incendie de la zone de stockage des VHU en attente de dépollution,
- l'incendie de l'aire de dépollution des VHU,
- l'incendie de la zone de stockage des carburants,
- l'incendie généralisé du bâtiment du site où s'effectue la dépollution des VHU,
- le déversement accidentel de produits susceptibles de porter atteinte à l'environnement.

Pour les scénarii d'incendies, les éléments figurant dans le dossier montrent par modélisation que les zones d'effets thermiques des scénarii, définies par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, demeurent dans l'enceinte de l'établissement. De plus, les études démontrent l'absence d'effet domino entre les installations du site. Des mesures préventives sont ou seront mises en place : interdiction de fumer sur le site, consignes de sécurité, stockage au maximum de 2 VHU en attente de dépollution, mise en place d'un bassin de confinement de collecte des eaux d'extinction en cas d'incendie, mise en place de murs REI 120 (coupe-feu 2 heures) au niveau du local de stockage des liquides inflammables et d'une zone exempt de tout stockage dans le même local.

Ces dispositions sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral.

Pour le scénario de déversement accidentel de produits dangereux sur le sol, des mesures préventives sont ou seront mises en place : mise sur rétention des produits, déboureur/déshuileur, présence d'absorbant, consignes de sécurité.

Dans ces conditions, les scénarii décrits ci-dessus sont considérés comme acceptables au vu de la grille de criticité retenue par le pétitionnaire.

3.2. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté en relation avec la procédure d'instruction

Afin de répondre à certaines demandes spécifiques formulées par différents organismes consultés lors de la procédure d'enquête administrative, l'inspection des installations classées a ajouté des prescriptions particulières dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport. Celles-ci sont récapitulées ci-après :

- Suite à la demande de la DDT, un suivi annuel des eaux souterraines est prescrit par l'article 2.2.4 du projet d'arrêté préfectoral.
- Suite à l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours, des prescriptions relatives aux conditions de stockage des VHU (quantités et distances à respecter) ont été intégrées au projet d'arrêté préfectoral (article 2.2.3).

Par ailleurs, suite à la demande de l'inspection des installations classées, par lettre du 3 octobre 2013, les Ets FAIVRE ont précisé que plusieurs centaines de véhicules issus de l'ancienne activité de gardien de fourrière sont actuellement présents sur le site et qu'ils sont dépollués. Ce stockage ne relève pas de la réglementation des Installations Classées. Toutefois, pour des raisons de sécurité et par similitude avec les modalités de stockage des VHU dépollués, des dispositions relatives à leurs conditions de stockage sont prescrites dans l'article 2.2.5 du projet d'arrêté préfectoral.

4. DEMANDE D'AGRÉMENT PREFECTORAL « CENTRE VHU »

4.1 Cadre réglementaire

a) Dispositif de traitement des VHU

Le code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R.543-161 et R.543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

b) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R.515-37 et R.515-38 du Code de l'environnement. L'agrément est accordé par arrêté préfectoral pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

La procédure d'agrément des opérateurs a été précisée dans l'arrêté ministériel du 2 mai 2012. Le demandeur ne peut être qu'un « centre VHU » ou un broyeur. Le dossier doit contenir une déclaration du pétitionnaire par laquelle il s'engage à respecter un des deux cahiers des charges annexés à l'arrêté du 2 mai 2012. Ce cahier des charges impose notamment à l'opérateur de procéder à la dépollution du véhicule (retrait des batteries et des fluides notamment) avant tout autre opération.

En outre, le dossier doit contenir la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans l'arrêté du 2 mai 2012.

4.2. Instruction de la demande des Ets FAIVRE d'agrément « centre VHU »

Conformément aux dispositions susmentionnées de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, l'exploitant a déposé un dossier de demande d'agrément afin d'obtenir un agrément préfectoral « centre VHU », joint à sa lettre en date du 1^{er} août 2012.

Le dossier comprend la lettre d'engagement de l'exploitant à respecter le cahier des charges « centre VHU » détaillé en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 précité.

La justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter ses installations conformément au cahier des charges défini dans l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, le chiffre d'affaires des 3 dernières années ainsi que les résultats sont décrits dans son dossier.

Le dossier contient donc l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

L'exploitant peut donc disposer de l'agrément « centre VHU » défini dans le projet d'arrêté préfectoral, en reprenant le cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

Cet agrément est valable pour une durée de 6 ans à compter de la notification de l'arrêté préfectoral.

5. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation relatif à la régularisation d'une activité de récupération, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) et à la demande d'agrément « centre VHU » déposé par les Ets FAIVRE sur la commune de Levet, ainsi que les précisions apportées par le pétitionnaire suite aux avis émis lors de la

consultation des services administratifs, intègrent les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux incidents prévisibles des installations.

Des mesures compensatoires sont prévues afin de limiter les nuisances et les risques générés par l'installation : dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie, séparateur à hydrocarbures avant rejet des eaux de ruissellement, piézomètres pour le suivi des eaux souterraines, consignes de sécurité, conditions de stockage des VHU.

L'ensemble de ces mesures est repris dans le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement joint en annexe du présent rapport, suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement déclassant les activités du site du régime de l'autorisation à celui de l'enregistrement au cours de la procédure d'instruction du dossier.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant a prévu les mesures compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et d'en maîtriser les conséquences.

6. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, des avis formulés et des réponses du demandeur, l'Inspection des Installations Classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis à vis de l'environnement et des tiers et de limiter les risques lors de l'exploitation des installations prévues par les Ets FAIVRE sur leur site d'implantation sur la commune de Levet, rue des Cèdres.

Dans ces conditions, l'Inspection des Installations Classées propose à Madame la préfète du Cher d'enregistrer l'activité prévue par le demandeur et de considérer favorablement la demande d'agrément « centre VHU » sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté annexé au présent rapport.

En application de l'article R 512-25 du Code de l'environnement, le présent rapport doit être présenté au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques pour avis.

L'inspecteur des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme,
à madame la préfète du Cher,
Pour le directeur,
Le chef de l'unité territoriale du Cher et de l'Indre,

Signé

ANNEXES

Figure 2 - Carte IGN 1/25 000^{ème} - Rayon d'affichage 1 km



